

ÉDITORIAL

Après la sidération, la mobilisation

PAR **RÉGIS GUYON**

« L'attente est un phénomène progressif et sournois, une activité en soi. Et pendant que nous attendons, par nécessité, besoin, désir ou mimétisme, nous ne nous révoltons pas. La ruse consiste à détruire chez les individus leur énergie, leur capacité à réfléchir, à s'opposer. Les réduire à des objectifs instantanés, aussi fugaces qu'une jouissance. » Négar Djavadi, Désorientale, 2016

Après de longs mois de confinement pour cause de Covid-19, le monde commence à mesurer l'impact de cette pandémie sur nos vies et nos sociétés. Parce que nos proches ont pu en être victimes, parce que nos habitudes et nos activités ont été profondément modifiées, parce que notre manière de vivre, de manger, de nous déplacer, de communiquer a été impactée, parce que nos sociétés – mondialisées – ont toutes subi de plein fouet des mesures pour préserver des vies face à la maladie, nous avons tous été touchés, de près ou de loin, et nous en sommes bouleversés. Cet événement planétaire au caractère inédit et exceptionnel, au-delà de la sidération et de la difficulté d'en mesurer toutes les conséquences, doit aussi servir d'électrochoc, de prise de conscience collective.

Lorsque nous avons commencé à envisager ce numéro avec Thierry Paquot sur « l'école écologique », nous ne pouvions anticiper une telle catastrophe. En revanche, nous étions conscients de la nécessité d'insister dans ce numéro sur l'impact de l'activité humaine sur l'environnement, et en particulier sur le climat ou la biodiversité, et l'effet boomerang depuis longtemps observés, la nature nous rappelant à chaque occasion notre place dans l'écosystème ainsi bouleversé. De fait, l'humanité subit, elle aussi, comme une ironie du sort, les conséquences de ses propres décisions.

Si certains s'évertuent encore à douter des effets directs du changement climatique sur l'environnement et nos sociétés, les données locales et globales sont désormais unanimes. Comme nous le rappelle Catherine Larrère dans son entretien, « nous sommes entrés dans l'ère de l'anthropocène où l'homme a un impact durable sur l'écoumène, c'est-à-dire notre planète dans sa globalité, notre maison à tous, compromettant à terme, si on ne change rien à nos façons de vivre, les conditions d'habitabilité de la terre ». Et finalement, par sa dimension brutale et globalisée, la pandémie du Covid-19 met à jour la fragilité et les inégalités de nos sociétés mondialisées et de nos activités peu soucieuses de notre bien commun qui est la Terre.

Il ne faudrait pas au passage oublier celles et ceux « laissés au bord du chemin¹ » et négliger le poids des inégalités sociales et économiques. Comme le dit encore Catherine Larrère, il s'agit ici d'un phénomène qui produit une double injustice : « ceux qui souffrent le plus sont ceux qui ont le moins contribué à ce dont ils souffrent. Ceux qui souffrent le plus sont à la fois les plus vulnérables et les moins résilients. « Ainsi, et Marie Duru-Bellat nous y invite, « des inégalités environnementales aux inégalités plus globales, on glisse alors sur des questions de justice, une justice qu'on ne saurait borner aux limites de notre territoire, dès lors qu'avec la mondialisation, dans un monde où l'interdépendance entre pays est de fait très forte ».

¹ Marois W. [2017], « Ne laisser personne au bord du chemin : notre priorité », Administration et Éducation, n° 155, p. 73-83. Et plus récemment Mattea Battaglia et Chloé Ripert, « École à distance, semaine 2 : "Je ne crois pas que j'y arriverai" », Le Monde, 28 mars 2020. En ligne sur le site lemonde.fr

Car il est bien évident que cette crise sanitaire n'agit finalement que comme un révélateur nous incitant à réévaluer et à redéfinir notre capacité à agir ensemble pour l'intérêt commun, et à modifier durablement nos représentations sur le monde. Comme le rappelle Floran Augagneur, on doit pouvoir compter sur les « minorités actives » chères au psychologue Serge Moscovici qui ont toute leur place dans cette mobilisation, étant entendu que « pour changer les choses, ce n'est pas du pouvoir qu'il faut, c'est de l'influence » et que celle-ci ne peut venir précisément que « des non-conformistes, donc des "déviants", des minorités, de ceux qui ne sont pas de l'élite et qui n'ont pas le pouvoir. » Ainsi, « l'écologie doit donc rester une minorité radicale pour être influente et transformer l'ensemble. »

Évidemment, l'école a aussi un rôle essentiel à jouer, et c'est ce que ce numéro se propose de démontrer. Et si l'écologie est prise en considération à sa juste mesure, si nous l'inscrivons à la fois comme boussole et méthode, alors de nombreuses perspectives pédagogiques de grande portée s'ouvrent à nous. À condition toutefois que les projets mis en œuvre, quelles que soient leur envergure et leur thématique, reposent à la fois sur la mobilisation de savoirs scientifiques solides et sur un engagement collectif et durable à très grande échelle, celle des cadres comme celle des enseignants. Ils reposent également, et c'est ce que soulignent nombre d'auteurs de ce numéro, sur une mobilisation de l'environnement et du territoire de proximité qui devient alors une ressource tout autant que l'objet des transformations à venir. C'est là l'ambition d'une école écologique.

Alors, sortie de cette période de crise et de confinement, avons-nous encore les moyens de patienter dans l'ère des transitions et de nous donner du temps pour opérer des changements durables? Ou bien sommes-nous contraints d'accélérer le processus et à l'aube d'une révolution nécessairement plus radicale, d'accompagner un renversement complet des priorités? Est-ce que la crise sanitaire provoquée à l'échelle mondiale par le Covid-19 sera l'électrochoc qui nous poussera à réagir, à agir réellement et autrement et ainsi proposer une réponse qui ne peut être que systémique?

Dans tous les cas, on peut espérer qu'elle permettra, une fois les plaies pansées et avant de relancer la machine à plein régime², de prendre le temps de la réflexion afin de recomposer notre monde commun.

30 mars 2020

² Comme nous y invite Bruno Latour dans son article « Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise », AOC, 30 mars 2020